



16ème législature

Question N° : 17871	De M. Jean-Pierre Vigier (Les Républicains - Haute-Loire)	Question écrite
Ministère interrogé > Travail, santé et solidarités		Ministère attributaire > Personnes âgées et personnes handicapées
Rubrique > dépendance	Tête d'analyse > Situation financière des Ehpad publics	Analyse > Situation financière des Ehpad publics.
Question publiée au JO le : 21/05/2024 Date de changement d'attribution : 28/05/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Jean-Pierre Vigier appelle l'attention de Mme la ministre du travail, de la santé et des solidarités sur la situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics. Depuis 2022, la situation financière des Ehpad publics s'est fortement dégradée. En effet, près de 85 % des Ehpad publics sont déficitaires, alors que la plupart de ces structures étaient à l'équilibre en 2019. Cette trajectoire financière s'explique essentiellement par la déconnexion entre des dépenses affectées par l'inflation et les tarifs d'hébergement et de dépendance votés par les conseils départementaux. L'absence de compensation des indispensables revalorisations salariales explique également les difficultés rencontrées. Alors que les Ehpad publics n'ont que très peu de marge de manœuvre, le plan d'urgence gouvernemental de 100 millions d'euros a été particulièrement insuffisant et n'a pu accompagner certaines structures. Les propositions de rationalisation des personnels, qui représentent une part importante des budgets des Ehpad, ne sont pas entendables et se réaliseraient au détriment de l'accompagnement des personnes âgées accueillies dans ses structures. Les conséquences de cette situation financière sont inquiétantes pour le recrutement du personnel, la gestion de la trésorerie et la politique d'investissements de ces entités. En complément de l'annonce d'une grande loi de programmation du « grand âge » attendue depuis de nombreuses années et demandée unanimement par l'ensemble des bords politiques, il conviendrait de prendre des mesures d'urgence pour les Ehpad publics : augmentation du forfait soin des Ehpad, révision des règles financières pénalisant les Ehpad publics et une incitation pour les départements à renforcer les tarifs d'hébergement. Ainsi, il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement pour soutenir concrètement et rapidement les Ehpad publics, maillons essentiels de l'accompagnement des personnes âgées.